

**nsi** 10

NUMÉRO SPÉCIAL DE **NORRAG**

L'éducation comme levier de  
transformation sociétale :  
des alternatives pour un  
avenir plus juste

### À propos de NSI

NORRAG Numéro Spécial (NSI) est un périodique à code source ouvert. Il cherche à mettre en avant des auteurs de différents pays aux perspectives diverses. Chaque numéro est consacré à un sujet particulier de la politique mondiale de l'éducation et de la coopération internationale en matière d'éducation. NSI comprend un certain nombre d'articles concis provenant de perspectives et d'acteurs divers dans le but de combler le fossé entre la théorie et la pratique et de promouvoir la défense et les politiques en matière de développement de l'éducation internationale. Le contenu et les perspectives présentés dans les articles sont ceux des auteurs individuels et ne représentent pas les points de vue de ces organisations. En outre, veuillez noter que tout au long du numéro, le style de la langue peut varier pour respecter la langue originale des articles soumis.

### À propos de NORRAG

NORRAG est le Centre Global d'Éducation du Geneva Graduate Institute. Il s'agit d'un réseau mondial de politiques et de coopération internationales dans le domaine de l'éducation et de la formation, basé sur l'adhésion de ses membres. Sa mission principale est de coproduire, de diffuser et d'échanger des connaissances critiques, et de renforcer les capacités avec et pour les universités, les gouvernements, les ONG, les organisations internationales, les fondations et le secteur privé qui influencent et façonnent les politiques et les pratiques éducatives aux niveaux national et international. Grâce à son travail, NORRAG contribue à créer les conditions nécessaires à la prise de décisions plus participatives, fondées sur des données probantes, qui améliorent l'égalité d'accès et la qualité de l'éducation et de la formation.

De plus amples informations sur NORRAG, notamment sur son champ d'action et ses domaines thématiques, sont disponibles à l'adresse suivante : [www.norrageducation.org](http://www.norrageducation.org)

### Rejoignez le réseau NORRAG

[www.norrageducation.org/norrage-network](http://www.norrageducation.org/norrage-network)

Suivez NORRAG sur les médias sociaux



Chemin Eugène-Rigot, 2  
1202 Geneva, Switzerland  
+41 (0) 22 908 45 47  
[norrage@graduateinstitute.ch](mailto:norrage@graduateinstitute.ch)

### NORRAG Numéro Spécial 10 (NSI 10)

Édition française, mars 2026

Édition anglaise (originale), octobre 2024

### Traduction

Sylvie Jeandet

### Coordination

Anouk Pasquier Di Dio

### Production

Alexandru Crețu

### NORRAG est soutenu par



Schweizerische Eidgenossenschaft  
Confédération suisse  
Confederazione Svizzera  
Confederaziun svizra

Swiss Agency for Development  
and Cooperation SDC



INSTITUT DE HAUTES  
ÉTUDES INTERNATIONALES  
ET DU DÉVELOPPEMENT  
GRADUATE INSTITUTE  
OF INTERNATIONAL AND  
DEVELOPMENT STUDIES

Publié sous les termes de la licence Creative Commons :  
Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International  
(CC BY-NC 4.0).

<https://creativecommons.org/licenses/bync/4.0/deed.fr>



ISSN: 2571-8010



9 772571 801003

# L'éducation comme levier de transformation sociétale : des alternatives pour un avenir plus juste

## Rédacteurs invités et rédactrices invitées

Frank Adamson, professeur adjoint de leadership en éducation et d'études politiques, Université d'État de Californie, Sacramento, États-Unis

Rezan Benatar, sociologue, érudite engagée, Istanbul, Turquie

Michael Gibbons, chercheur en résidence, faculté d'éducation, American University, États-Unis

Mark Ginsburg, chercheur invité, politique internationale dans le domaine de l'éducation, Université du Maryland, États-Unis

Steven J. Klees, éminent universitaire et professeur, politique internationale dans le domaine de l'éducation, Université du Maryland, États-Unis

Giuseppe Lipari, doctorant, science politique et sociologie, Scuola Normale Superiore, Italie

Carol Anne Spreen, professeure adjointe, éducation internationale, Université de New York, New York, États-Unis

Deepa Srikantiah, membre du corps professoral, politique internationale dans le domaine de l'éducation, Université du Maryland, College Park, États-Unis

# Contenu

<b>L'éducation comme levier de transformation sociétale : des alternatives pour un avenir plus juste</b>	<b>08</b>
Frank Adamson, professeur adjoint de leadership en éducation et d'études politiques, Université d'État de Californie, Sacramento, États-Unis	
Rezan Benatar, sociologue, érudite engagée, Istanbul, Turquie	
Michael Gibbons, chercheur en résidence, faculté d'éducation, American University, États-Unis	
Mark Ginsburg, chercheur invité, politique internationale dans le domaine de l'éducation, Université du Maryland, États-Unis	
Steven J. Klees, éminent universitaire et professeur, politique internationale dans le domaine de l'éducation, Université du Maryland, États-Unis	
Giuseppe Lipari, doctorant, science politique et sociologie, Scuola Normale Superiore, Italie	
Carol Anne Spreen, professeure adjointe, éducation internationale, Université de New York, New York, États-Unis	
Deepa Srikantiah, membre du corps professoral, politique internationale dans le domaine de l'éducation, Université du Maryland, College Park, États-Unis	
<b>Partie 1 : Imaginer des initiatives sociétales</b>	<b>15</b>
<b>01 Adieu TINA, bonjour TAPAS !</b>	<b>16</b>
Steven J. Klees, professeur en politique internationale dans le domaine de l'éducation, Université du Maryland, États-Unis	
<b>Partie 2 : Réinventer la scolarité</b>	<b>19</b>
<b>02 Transformer l'éducation et la société en mobilisant le potentiel réformiste des ODD et de l'EDD</b>	<b>20</b>
Tom G. Griffiths, professeur, éducation internationale et développement, Oslo Metropolitan University, Norvège	
<b>Partie 3 : Repenser l'enseignement postsecondaire</b>	<b>25</b>
<b>03 L'enseignement supérieur pour et dans une société post-consommation</b>	<b>26</b>
Patric Wallin, professeur, département de l'éducation et de l'apprentissage continu, Université norvégienne de sciences et de technologie (NTNU), Norvège	
<b>04 L'activisme anticaste dans l'enseignement supérieur américain : au-delà d'une politique de la reconnaissance</b>	<b>29</b>
Ashok Danavath, chercheur principal, National Campaign on Dalit Human Rights, Inde	
Radhika Marwaha, doctorante, Université de Californie, San Diego, États-Unis	
Nisha Thapliyal, chargée d'enseignement et de recherche, Université de Newcastle, Australie	
<b>Partie 4 : Faire de l'éducation non formelle un pilier central</b>	<b>35</b>
<b>05 L'éducation artistique urbaine comme résistance non violente au Honduras</b>	<b>36</b>
Amanda Blewitt, Université de Caroline du Nord de Greensboro, département des études sur la paix et les conflits, États-Unis	
<b>Partie 5 : Apprendre et désapprendre : les enseignements des savoirs décoloniaux et autochtones</b>	<b>41</b>
<b>06 Inscrire la justice épistémique au cœur des transformations éducatives pour un avenir juste</b>	<b>42</b>
María Balarin, chercheuse principale, Grupo de Análisis para el Desarrollo (GRADE), Pérou	
Lizzi O. Milligan, professeure d'éducation et de justice sociale mondiale, Université de Bath, Royaume-Uni	
<b>07 Démanteler la violence épistémique : une approche décoloniale de la justice sociale dans les programmes d'enseignement supérieur sud-africains</b>	<b>46</b>
Nkosana Sithole kaMiya, Université du Witwatersrand, Afrique du Sud	

<b>Partie 6 : Réagir face à la crise climatique</b>	<b>51</b>
<b>08 Répondre à l'urgence climatique : créer des systèmes éducatifs génératifs et équitables</b>	<b>52</b>
Frank Adamson, université d'État de Californie, Sacramento, États-Unis Michael Gibbons, chercheur en résidence, programme international de formation et d'éducation (ITEP), faculté d'éducation, American University, États-Unis	
<b>Partie 7 : Mettre en lumière l'éducation en contexte de conflit et d'urgence</b>	<b>57</b>
<b>09 Les populations migrantes et réfugiées dans les programmes scolaires : de nouveaux récits pour faire avancer la justice mondiale</b>	<b>58</b>
Giovanna Modé Magalhães, Université de São Paulo, Brésil et chercheuse principale, George Eckert Institute, Allemagne	
<b>Partie 8 : Promouvoir une éducation émancipatrice</b>	<b>63</b>
<b>10 « Laboratoires d'apprentissage » : l'enjeu de l'éducation et des connaissances relatives aux mouvements sociaux</b>	<b>64</b>
Mario Novelli, Université de Sussex, Royaume-Uni Birgül Kutan, Université de Sussex, Royaume-Uni Patrick Kane, chercheur, Cali, Colombie Adnan Çelik, École des hautes études en sciences sociales, Paris, France Tejendra Pherali, Institute of Education, UCL, Royaume-Uni Saranel Benjamin, chercheuse indépendante et codirectrice générale, Mama Cash, Pays-Bas	
<b>11 L'activisme étudiant dans l'enseignement secondaire : un monde d'alternatives</b>	<b>69</b>
Giuseppe Lipari, doctorant, Scuola Normale Superiore, Italie	
<b>Partie 9 : Proposer une voie à suivre</b>	<b>73</b>
<b>12 Les tâches de l'universitaire/activiste critique</b>	<b>74</b>
Michael W. Apple, professeur John Bascom dans les départements Curriculum et instruction et Politique éducative de l'Université du Wisconsin, États-Unis	

# L'éducation comme levier de transformation sociétale : des alternatives pour un avenir plus juste

**Frank Adamson**, professeur adjoint de leadership en éducation et d'études politiques, Université d'État de Californie, Sacramento, États-Unis  
[adamson@csus.edu](mailto:adamson@csus.edu)

**Rezan Benatar**, sociologue, érudite engagée, Istanbul, Turquie  
[rebenatar@yahoo.com](mailto:rebenatar@yahoo.com)

**Michael Gibbons**, chercheur en résidence, faculté d'éducation, American University, États-Unis  
[gibbons@emerician.edu](mailto:gibbons@emerician.edu)

**Mark Ginsburg**, chercheur invité, politique internationale dans le domaine de l'éducation, Université du Maryland, États-Unis  
[mginsbur@umd.edu](mailto:mginsbur@umd.edu)

**Steven J. Klees**, éminent universitaire et professeur, politique internationale dans le domaine de l'éducation, Université du Maryland, États-Unis  
[sklees@umd.edu](mailto:sklees@umd.edu)

**Giuseppe Lipari**, doctorant, science politique et sociologie, Scuola Normale Superiore, Italie  
[giuseppe.lipari@sns.it](mailto:giuseppe.lipari@sns.it)

**Carol Anne Spreen**, professeure adjointe, éducation internationale, Université de New York, New York, États-Unis  
[spreen@nyu.edu](mailto:spreen@nyu.edu)

**Deepa Srikantaiah**, membre du corps professoral, politique internationale dans le domaine de l'éducation, Université du Maryland, College Park, États-Unis  
[dsrikant@umd.edu](mailto:dsrikant@umd.edu)

À un moment critique, alors que notre monde se trouve au bord du désastre, ce *Norrag Numéro Spécial* se veut porteur d'espoir. Nous faisons face à des crises multiples (une polycrise) qui rendent urgent le développement d'alternatives économiques, sociales, politiques et, plus particulièrement pertinent ici, éducatives face aux modes de pensées et aux pratiques actuellement dominants. C'est précisément à cette réflexion que ce numéro spécial est consacré.

Ce NSI10 est une initiative de [The Alternatives Project](#) (TAP), un collectif transnational et diversifié réunissant des universitaires progressistes, des membres de syndicats, des activistes de la société civile et des acteurs de mouvements sociaux s'efforçant de faire émerger une voix critique

collective à l'échelle mondiale, centrée sur l'éducation et la transformation sociétale. TAP conçoit une refonte de l'éducation et de la société dans le monde et travaille à sa mise en œuvre. À travers ce projet, nous cherchons à construire un mouvement capable de remettre collectivement en question les idées et les politiques hégémoniques en matière d'éducation et de « développement », en utilisant nos recherches, nos écrits, nos actions communautaires, nos campagnes de sensibilisation et nos efforts pour connecter les personnes qui élaborent des alternatives.

Fondé en 2019, TAP a initialement élaboré une déclaration (que l'on peut considérer comme un manifeste) intitulée *Education Justice for Societal Transformation: A Framework for Action*, que

nous présenterons ci-après. Cette déclaration a été traduite en 12 langues et, à ce jour, a recueilli plus de 500 signatures individuelles ainsi que l'adhésion de 35 organisations à travers le monde. Une version légèrement révisée de ce texte sert d'introduction à ce numéro spécial.

Nous vous invitons à consulter notre site Internet et à signer la déclaration originale de TAP.

### **La Déclaration du projet pour des alternatives**

Nous, soussignés, pensons que les arrangements sociaux, économiques, politiques et éducatifs actuels reproduisent des relations de pouvoir qui créent de profondes inégalités et menaceront à terme la vie sur la planète. Nous défendons des pédagogies alternatives et des systèmes éducatifs justes et régénératifs qui soutiendront les transformations sociales dont nous avons besoin pour créer un monde plus riche, plus équitable et durable.

Les crises mondiales coexistantes et interdépendantes poussent l'humanité et la planète vivante vers un effondrement politique, social, économique et écologique. Ces crises - actuellement observées à travers la pandémie mondiale de coronavirus, les inégalités structurelles, la brutalité policière et le racisme, le patriarcat enraciné, l'accélération du chaos climatique et la menace constante de guerres - sont conduites à l'échelle mondiale par le capitalisme et le militarisme. Nous devons saisir ce moment historique et unique pour repenser et changer radicalement l'éducation publique en tant que point d'entrée pour des transformations plus profondes qui renforceront la solidarité et la coopération humaines et mettront fin au racisme, au patriarcat et au capitalisme. Nous rejetons l'idée selon laquelle la priorité de l'éducation est de créer un « capital humain » ; nous affirmons que les priorités de l'éducation doivent inclure des écosystèmes régénératifs et une plus grande justice sociale pour les générations actuelles et futures. Cela nécessite la création de systèmes éducatifs justes, ce que nous ne pouvons réaliser que dans le cadre d'une lutte plus large pour la transformation sociale dans toutes les autres sphères, en particulier celles de l'économie et de la politique.

Des luttes progressives sont nécessaires pour former de nouveaux contrats sociaux qui servent les intérêts collectifs du plus grand nombre plutôt que les intérêts personnels de quelques-uns. L'histoire humaine reflète une série de transitions sociales complexes et interdépendantes façonnées par les relations de pouvoir : de l'agrarisme à l'industrialisation, en passant par la conquête coloniale, les dictatures autoritaires, le post-colonialisme, la mondialisation néolibérale et les révolutions numériques et la collusion entre le capitalisme de surveillance et l'État sécuritaire que nous connaissons aujourd'hui. Chaque nouvelle classe dominante produit une idéologie qui perpétue sa domination, justifie les inégalités qu'elle crée invariablement et favorise

le pessimisme selon lequel le changement n'est pas du tout possible. Ces hégémonies idéologiques impliquent presque toujours l'adhésion à, et créent des systèmes éducatifs qui renforcent des hypothèses hiérarchiques et des conceptions binaires rigides - humain/non-humain, homme/femme, esprit/corps, séculier/spirituel, supérieur/inférieur, urbain/rural, nous/elles et eux - qui supposent le droit de conquête et d'exploitation du monde naturel et toutes les espèces vivantes. Les populismes contemporains autoritaires, nativistes, patriarcaux et coloniaux qui émergent dans le monde à la suite de la mondialisation et de l'augmentation des migrations dues aux conflits et au changement climatique aiguissent ces oppositions binaires et provoquent des insécurités sociales pour resserrer leur emprise.

Aujourd'hui, les systèmes éducatifs du monde entier sont forgés dans l'esprit du capitalisme néolibéral et des idées d'efficacité, de taux de rendement, de choix, de concurrence et de croissance économique. Cette idéologie donne aux riches sociétés multinationales et aux milliardaires un pouvoir débridé pour remodeler l'économie mondiale et les systèmes politiques nationaux, perpétuant une activité économique extractive, basée sur le carbone et entraînant une consommation sans contrainte et la dégradation critique des écosystèmes. Organisés de cette manière, les systèmes éducatifs servent à renforcer et à légitimer les inégalités sociales, la ségrégation et la stratification au sein et entre les nations. Pourtant, autant qu'elle reflète les hégémonies dominantes, l'éducation est également un sujet central de contestation. Les États autoritaires, sachant très bien que l'éducation peut être une force de transformation, agissent rapidement pour l'utiliser comme un outil pour assurer la conformité et le contrôle.

Par conséquent, pour de nombreux enfants et jeunes, ce monde est morose. La qualité de l'éducation qu'elles/ils reçoivent est de plus en plus segmentée en fonction du statut socio-économique et de la situation géographique de leur famille. L'éducation est de plus en plus organisée sur des marchés concurrentiels qui créent et enracinent les inégalités de race, de classe sociale et de genre où les prestataires et les entrepreneurs privés, ainsi que les enseignants et les étudiants se font concurrence et sont classés selon la rentabilité et des tests standardisés : un modèle d'éducation marchand fourni via des budgets publics limités, basé sur les résultats, la formation de capital humain, le taux de rentabilité économique et l'optimisation des ressources. Ce modèle renforce l'exceptionnalisme humain, les préjugés racistes et la suprématie blanche, le dénigrement de la différence, la légitimation des inégalités économiques et politiques, l'hyper-individualisme, une croissance économique débridée, une réception sans critique de la rhétorique publicitaire et le respect d'un régime autoritaire. L'une des conséquences est la contradiction étrange selon laquelle la population

la plus instruite de l'Histoire de l'humanité déclenche collectivement l'éco-effondrement des systèmes de la planète vivante, un acte de suicide collectif et d'écocide.

Au cours des trente dernières années, le plaidoyer sans relâche de la société civile et des syndicats de l'éducation a poussé le monde à embrasser le droit à l'éducation et l'aspiration à l'éducation pour toutes et tous : la scolarité obligatoire s'est étendue à des niveaux sans précédent - engageant près de deux milliards d'enfants chaque jour. La plupart des familles considèrent maintenant que l'achèvement de 8 à 12 années de scolarité est essentiel pour l'avenir de leurs enfants, et la plupart des gouvernements partent du principe que fournir une éducation publique gratuite à tous les enfants et jeunes est une bonne politique publique. Mais nous sommes loin d'y parvenir. En particulier, les injustices structurelles plus larges causées par les quatre dernières décennies de fondamentalisme du marché ont conduit à une sous-dépense soutenue du secteur social, et ont dénigré toute activité gouvernementale comme « inefficace » et « inutile ». Par conséquent, le financement de l'éducation a été terriblement insuffisant, et un effort financier beaucoup plus important est nécessaire et est possible, de la part des gouvernements nationaux ainsi que des organisations internationales bilatérales et multilatérales.

Ce n'est pas qu'il n'y ait pas d'argent ; les gouvernements trouvent toujours de l'argent à dépenser pour l'armée, la police, la sécurité et la surveillance, et le bien-être des entreprises. Pour faire face à cette idéologie, nous devons exposer la rareté comme un mythe et l'austérité comme un choix politique délibéré pour conduire l'agenda de la privatisation néolibérale.

Si les objectifs de dépenses en éducation reflètent un consensus mondial, la plupart des gouvernements n'atteignent même pas l'objectif de consacrer 20 % des dépenses publiques et 6 % de leur PIB à l'éducation. La communauté internationale a promis pendant des décennies de consacrer 0,7 % de son PIB à l'aide publique au développement, mais n'en alloue qu'une fraction. Et tous ces objectifs sous-estiment largement le besoin.

Nous devons faire valoir ces arguments dans la sphère publique. Le problème va au-delà du financement. Les institutions financières internationales - telles que le FMI et la Banque mondiale - sont des institutions néocoloniales qui promeuvent dans le monde entier des politiques néolibérales, dites du consensus de Washington. Le FMI et la Banque mondiale ont joué un rôle majeur en influençant les politiques éducatives (et autres politiques sociales). Au lieu de soutenir l'éducation, le FMI limite en fait les dépenses des pays pour l'embauche d'enseignant-e-s et d'autres travailleurs/euses du secteur public. La Banque mondiale prétend être une source de conseils objectifs basés sur la recherche, mais

au cours des quatre dernières décennies, elle a fondé ses recommandations sur son idéologie néolibérale. Il est grand temps qu'une nouvelle conférence de Bretton Woods envisage une refonte majeure du FMI et de la Banque mondiale.

Nous appelons à un changement radical. Tous les gouvernements doivent mettre en place une éducation publique gratuite, de la petite enfance à l'enseignement supérieur, qui permettra une réévaluation critique, participative et démocratique de la façon dont nous pensons et agissons ensemble dans le monde. Pour dispenser l'éducation en tant que droit humain, il faut des systèmes publics entièrement financés, de manière durable, par des systèmes fiscaux progressifs et redistributifs nationaux et mondiaux, avec l'assistance inconditionnelle de la communauté internationale. Le programme scolaire devrait rejeter activement la complicité docile des consommateurs/trices qui alimente le réchauffement et la catastrophe climatique. Enracinée dans la communauté, l'éducation doit être culturellement pertinente et doit promouvoir les valeurs humanistes d'anti-racisme, d'anti-sexisme, de solidarité, de cohésion sociale, d'empathie, d'imagination, de créativité, d'épanouissement personnel, de paix, de gestion éco-responsable et de renforcement de la démocratie. Les enseignant-e-s ont besoin d'une autonomie professionnelle, de conditions de travail de qualité et, par le biais des syndicats et d'autres organisations, d'une voix majeure dans l'élaboration des politiques. De même, les étudiant-e-s et leurs organisations représentatives doivent également avoir une voix dans la prise de décision politique et pédagogique, leur droit à la participation étant pleinement reconnu.

Le monde a besoin d'une révision radicale de l'éducation qui aidera à transformer et à créer des sociétés régénératrices. Cela nécessitera un nouveau contrat social qui valorise les dépenses sociales au-dessus des dépenses militaires et de sécurité, et va au-delà des intérêts étroits du monde des affaires, des entreprises de l'Ed Tech, des chaînes d'écoles privées et d'autres acteurs à but lucratif du secteur éducatif. Nous appelons à inverser le mouvement vers la privatisation de l'éducation et d'autres services sociaux, et à exclure la logique commerciale de l'éducation et de l'élaboration des politiques sociales.

Nous tirons plutôt parti des luttes et des leçons d'étudiant-e-s et d'enseignant-e-s organisé-e-s, du mouvement syndical dans son ensemble, d'organisations communautaires démocratiques - y compris des associations de minorités, de migrant-e-s et de réfugié-e-s - ainsi que de médias indépendants, d'organisations et de professionnel-le-s qui partagent notre engagement pour faire progresser la justice dans les sociétés réellement défectueuses dans lesquelles nous vivons. Ces groupes ont déjà développé des alternatives pour la justice éducative, y compris des écoles et des

programmes d'éducation non formelle qui soutiennent la souveraineté socialiste, autochtone et noire du XXI<sup>e</sup> siècle, le décolonialisme, Black Lives Matter (La vie des Noirs compte) et les pédagogies abolitionnistes et critiques.

La justice dans l'éducation dépend de l'avancement des objectifs liés à la justice dans quatre domaines :

#### 1. Justice sociale – Construire une éducation pour l'équité, la transformation et une vie régénératrice

Les systèmes éducatifs doivent se réorienter vers la lutte contre les inégalités et les injustices dans leurs sociétés, en favorisant la justice raciale, de genre et pour les personnes handicapées, et des modèles d'inclusion qui apprendront à travailler collectivement et à conduire la transformation de l'éducation et de la société.

#### 2. Justice climatique – Apprendre comment nous pouvons vivre de manière régénérative sur la planète

Nous avons besoin de systèmes d'éducation publique qui enseignent l'écologie humaine et les valeurs de protection de la vie sur Terre qui faciliteront cette transformation à la fois aujourd'hui et à l'avenir.

#### 3. Justice économique – Financer l'éducation et d'autres services publics dans une économie transformée

Le système économique doit satisfaire les besoins réels de tous les peuples en se concentrant sur l'équité et les opportunités, et non sur le profit. Cette polycrise doit marquer un passage fondamental du capitalisme à la démocratie sur le lieu de travail, et à une économie radicalement redistributive qui donne la priorité à une fiscalité progressive et à des dépenses progressives dans les services publics pour toutes et tous, aux niveaux national et mondial.

#### 4. Justice politique – Redéfinir l'engagement politique à tous les niveaux

Nous devons nous éloigner de l'autoritarisme et du nationalisme xénophobe. Nous devons dynamiser la solidarité mondiale, cultiver la coopération internationale et renforcer les mouvements populaires intersectionnels mondiaux. Nous devons développer des démocraties plus inclusives et participatives aux niveaux local, national et mondial.

Ces idées initiales n'indiquent pas un mirage utopique lointain ; elles s'appuient plutôt sur les pensées et les actions de nombreux groupes et organisations progressistes à travers le monde. Nous, soussigné-e-s, considérons ces idées pour une nouvelle vision radicale de l'éducation et de la société comme des directions nécessaires pour contrer et surmonter les crises graves auxquelles la planète est confrontée.

### Ce que nous entendons par « alternatives »

Notre déclaration, tout comme le nom que nous avons choisi pour notre organisation, souligne clairement le besoin urgent d'alternatives. La doctrine TINA (There Is No Alternative) popularisée par Margaret Thatcher pour affirmer qu'il n'existe aucune alternative au capitalisme (néolibéral) était erronée dès son origine. À l'inverse, l'approche TAPAS (There Are Plenty of Alternatives) proposées par David Bollier, qui affirme l'existence d'une multitude d'alternatives, est bien plus juste.

Cependant, qu'entend-on réellement par « alternatives » éducatives et sociétales ? Andre Gorz (1967) a inventé l'expression de « réformes non réformistes » pour désigner des transformations qui dépassent les mesures « réformistes » purement palliatives, lesquelles ne remettent pas en cause les structures oppressives. Cette perspective conduit immédiatement à se demander « quelles alternatives remettent véritablement en question les structures et les idéologies fondamentales ».

Il n'existe pas de réponse simple à cette question. Lorsqu'elles s'inscrivent dans les paradigmes politiques et économiques dominants, les réformes sont aisées à concevoir, mais tendent presque toujours à reproduire les perspectives hégémoniques du Nord global. Les réformes s'ancrent dans les idéologies dominantes et demeurent contraintes par les rapports de pouvoir existants. Dans ce contexte, l'action se limite souvent à définir des objectifs, formuler des options, réaliser des évaluations d'impact ou des analyses coûts-bénéfices, puis à choisir la solution jugée optimale. À l'inverse, la remise en question du capitalisme, du patriarcat et du racisme, ou de leurs expressions dans le domaine éducatif, ne peut se réduire à de simples évaluations d'impact ni à des réponses uniques élaborées en dehors de tout dialogue participatif. Les intérêts établis peuvent s'approprier les réformes, et le font fréquemment. En outre, les structures et les institutions existantes opposent souvent une résistance au changement.

Notre appel à contributions pour ce numéro spécial présentait explicitement cette perspective. Par conséquent, nous avons choisi de ne pas retenir les propositions d'articles qui nous semblaient relever d'un réformisme ne remettant pas en cause les structures existantes de pouvoir et d'injustice. La qualification de « réformiste » demeure toutefois sujette à interprétation. La gauche progressiste, à laquelle nous considérons appartenir, s'accorde souvent sur la nature des problèmes, mais tend à diverger quant aux tactiques et stratégies à privilégier pour y répondre. Il est donc à la fois légitime et nécessaire de débattre de ce qui constitue réellement des alternatives transformatrices. Certaines voix soutiennent que les alternatives éducatives ne peuvent pas être transformatrices (voir l'article de Le Goliard dans la version anglaise de NSI10). Nous ne partageons pas cette position. À nos yeux, les articles réunis ici abordent l'éducation et d'autres alternatives susceptibles de

contribuer à la transformation sociale. Nous présentons ci-dessous notre propre lecture de certaines des valeurs et caractéristiques fondamentales de ces alternatives.

### Caractéristiques des alternatives

Ce numéro spécial s'inscrit dans une démarche de remise en question de notre monde, et les alternatives présentées fournissent des perspectives qui nourrissent notre imagination. Dans un contexte dominé par l'hégémonie néolibérale, des exemples porteurs d'autres visions de la société peuvent inspirer le changement, tant pour les individus que pour les communautés. Lorsqu'elles sont mises en relation avec l'éducation, et plus largement avec l'apprentissage, ces perspectives voient leur portée démultipliée. Nous ne pouvons pas changer un système sans imaginer des alternatives. Même les initiatives les plus pragmatiques peuvent contribuer à des déplacements profonds de paradigmes et à des transformations plus larges, en soumettant l'ordre mondial existant à un examen critique. Chacune des alternatives présentées donne à voir, de manière concrète, la force de nouvelles approches à l'œuvre, qui contestent les multiples formes d'injustice.

S'il est illusoire de prétendre établir une liste exhaustive de leurs caractéristiques, nous en proposons certaines, identifiées comme particulièrement importantes par l'équipe éditoriale ainsi que par les auteures et auteurs de ce numéro.

#### Participation

Un élément central des alternatives réside dans une approche participative, accompagnée d'une critique consciente des méthodes hiérarchiques dirigées par des « spécialistes ».

#### Coopération

La plupart des alternatives se caractérisent par la coopération plutôt que par la compétition.

#### Solidarité

Au-delà de la coopération, l'idée de solidarité communautaire constitue le fondement des relations humaines.

#### Esprit écologique

La justice implique le respect de l'environnement et de toutes les formes de vie. La préoccupation pour la nature et la crise climatique font partie intégrante des alternatives.

#### Intégration des arts

L'intégration des arts est essentielle, car ils jouent un rôle déterminant dans le processus d'imagination et nourrissent l'ensemble des formes d'activisme progressif.

#### Bien-être

Les alternatives privilégient un engagement inconditionnel envers le bien-être collectif (ou « le

bien-vivre »), et considèrent que le bien-être de chaque membre de la communauté est indispensable pour atteindre un véritable épanouissement individuel.

Ces caractéristiques ne se retrouvent pas nécessairement dans chacune des alternatives, et d'autres caractéristiques et valeurs sont également importantes. Nous vivons dans un plurivers, où les alternatives peuvent revêtir des formes variées. Le monde auquel nous aspirons s'inspire du principe zapatiste : « un monde où divers mondes coexistent ».

### Éducation et transformation individuelle

Nous sommes des êtres fondamentalement spirituels, et cette dimension joue un rôle central dans notre compréhension de l'interdépendance de la vie. Pourtant, nous avons créé des systèmes économiques, politiques, et parfois religieux, qui ignorent ou contrecarrent cette interconnexion, mettant ainsi en péril la survie même de la vie sur Terre. Nous savons que l'éducation formatrice et les alternatives sociétales sont étroitement liées à notre évolution en tant qu'individus, et que toute transformation sociétale implique un changement à la fois interne et externe (Nolan et Posner, 2024).

Depuis des millénaires, la spiritualité, au-delà de toute appartenance religieuse, constitue le socle d'un mode de vie holistique favorisant l'exercice mental, la régulation émotionnelle et la paix intérieure et soulignant notre parcours intérieur à travers nos comportements quotidiens. Les traditions orientales et les savoirs autochtones, entre autres, tissent depuis longtemps une riche tapisserie de pratiques spirituelles qui transcendent l'individu. Elles mettent en lumière le lien profond entre les êtres humains et le monde naturel, cultivant ainsi un sentiment d'interdépendance.

Les pratiques spirituelles ne doivent pas occulter les réalités pressantes de l'inégalité structurelle, du racisme systémique, du patriarcat et des autres formes d'injustice. Au contraire, elles peuvent offrir des voies de transformation personnelle, incitant les individus à s'adapter, à adopter des pratiques durables et à veiller au partage équitable et à l'utilisation responsable des ressources pour le bien commun. En chacun et chacune de nous réside une graine de transformation, qui ne demande qu'à se relier à la tapisserie collective. Cette transformation a le potentiel d'habiliter les individus, de réduire les barrières et les conflits entre les peuples, pour renforcer le tissu social et préserver notre planète. Face à la menace d'un avenir dystopique, il devient impératif de promouvoir des alternatives sociétales fondées sur une transformation individuelle.

### Ce que vous trouverez dans ce Numéro Spécial

Ce NSI10 est structuré en neuf parties. La **première partie** ne traite pas directement de l'éducation, mais propose cinq essais<sup>1</sup> qui explorent une multitude d'alternatives aux arrangements politiques, économiques et sociaux qui,

jusqu'à présent, ont façonné notre monde et organisé nos modes de pensée. Nous avons sélectionné quatre articles rédigés par des spécialistes du domaine des alternatives ainsi que l'article d'un corédacteur. Cette première section est essentielle : réfléchir à des futurs éducatifs alternatifs implique également de considérer les contextes nouveaux dans lesquels ces futurs pourraient émerger et fonctionner.

Les parties suivantes, de la deuxième à la neuvième, regroupent 33 articles<sup>2</sup> rédigés par des auteures et auteurs du monde entier, mettant l'accent sur les alternatives éducatives susceptibles d'élargir nos horizons épistémiques et de contribuer à un avenir juste, équitable et régénératif. Lors de l'organisation de ces sections, nous avons réfléchi à la meilleure manière de situer et de catégoriser des sujets familiers (comme l'éducation primaire et secondaire) tout en conservant une perspective critique sur les cadres institutionnels que nous cherchons à questionner, déconstruire et, ultimement, transformer. La **deuxième partie**, « Réinventer la scolarité », rassemble des articles adoptant une approche critique de l'enseignement scolaire, proposant notamment des réformes et des initiatives innovantes en faveur d'un avenir juste. La **troisième partie**, « Repenser l'enseignement postsecondaire », présente de nouvelles façons d'aborder l'éducation tout au long de la vie. La **quatrième partie**, « Faire de l'éducation non formelle un pilier central », propose des articles qui dépassent largement les cadres et lieux traditionnels de la « scolarité ».

Les quatre parties suivantes se concentrent sur des domaines spécifiques. La **cinquième partie**, « Apprendre et désapprendre : les enseignements des savoirs décoloniaux et autochtones » attire notre attention sur des manières de vivre, d'être et d'apprendre que nous connaissons parfois déjà, mais qui sont souvent négligées dans les systèmes éducatifs occidentaux et du Nord global. La **sixième partie**, « Réagir face à la crise climatique », propose des orientations et des exemples pour que l'éducation joue un rôle actif dans la compréhension et l'atténuation de cette crise existentielle. Dans « Mettre en lumière l'éducation en contexte de conflit et d'urgence » (**septième partie**), les auteures et les auteurs décrivent différentes modalités éducatives dans des situations particulièrement difficiles. La **huitième partie**, « Promouvoir une éducation émancipatrice », explore les nombreuses façons dont les mouvements sociaux orientent les systèmes éducatifs tout en s'engageant dans des processus éducatifs.

## Nos conclusions

Ce numéro spécial s'achève avec la neuvième partie, « Proposer une voie à suivre », qui présente un article de Michael Apple consacré aux « tâches des universitaires et activistes critiques », mis à jour à partir de son ouvrage de 2013, *Can Education Change Society?* L'auteur y défend notamment la nécessité d'engager les actions suivantes :

- documenter l'exploitation, la marginalisation et la reproduction ;
- rendre visibles les luttes progressistes ;
- contribuer à identifier des espaces et des possibilités d'action contre-hégémoniques ;
- s'adresser à des publics non académiques ;
- travailler en collaboration avec les activistes et les mouvements sociaux critiques, dans le domaine de l'éducation et au-delà ;
- affronter l'imbrication des structures oppressives.

À l'instar de Michael Apple, nous croyons que l'éducation peut contribuer à changer la société. Cette responsabilité ne saurait toutefois incomber uniquement aux universitaires et activistes critiques : elle concerne l'ensemble des spécialistes progressistes de l'éducation. Bien que les alternatives présentées dans ce numéro spécial montrent certaines voies possibles, elles ne représentent qu'une fraction des initiatives éducatives transformatrices déjà à l'œuvre dans de nombreuses communautés à travers le monde. Par ailleurs, la transformation de l'éducation doit s'inscrire dans un ensemble plus large d'efforts visant à transformer la société, comme le souligne la première partie de ce numéro. Nous avons la ferme conviction que cette transformation sociétale est urgente, en particulier face à l'intensification de la crise climatique. Nous ne pouvons en reporter la responsabilité sur les générations futures !

Nous défendons une conception du changement fondée sur des mobilisations transsectorielles, plurithématiques et transnationales. Le titre d'un article d'Ashish Kothari (2020), l'un des contributeurs de ce numéro, illustre cette perspective : *Lives Matter: Can Black, Indigenous, Worker, Farmer, Ecological, Women, Queer Uprisings, Come Together?* À cette liste, il convient d'ajouter les mobilisations en faveur de l'éducation. Ces mouvements peuvent, et doivent, converger ! Ce numéro spécial se veut ainsi le prélude à une série de dialogues et d'actions engagés, génératifs et porteurs d'émancipation, susceptibles de faire émerger de nouveaux systèmes épistémiques et sociaux, ouvrant des manières alternatives d'être au monde et d'agir en son sein. Il constitue un appel à l'action à la fois urgent et porteur d'espoir.

## Notes de fin de page

1,2. NdT : la version française de ce NSI10 propose une sélection de 12 articles traduits. Vous pouvez consulter les autres [ici](#), en anglais

## Références

Apple, M. (2013). *Can education change society?* Routledge.

Gorz, A. (1967). *Strategy for labor: A radical proposal.* Beacon Press.

Kothari, A. (2020, June 13). Lives matter: Can Black, Indigenous, worker, farmer, ecological, women, queer uprisings come together? *Economy & Politics*. <https://wsimag.com/economy-and-politics/62475-lives-matter>.

Nolan, K., & Posner, S. (2024, January 17). Integrating inner and outer systems change. *Garrison Institute Blog*. <https://www.garrisoninstitute.org/blog/integrating-inner-and-outer-systems-change/>.